



**PRÉFET  
DE LA LOIRE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Vu  
25/03



DSSP-025-134

**Direction départementale  
de la protection des populations  
Service environnement et prévention des risques  
Guichet unique**

**Arrêté préfectoral n° 87-DDPP-2025 imposant des prescriptions complémentaires à la société  
UGITECH à SAINT-ÉTIENNE – 5 rue Jules Ferry**

**Le préfet de la Loire**

**VU** le Code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

**VU** le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 6 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Pierre Cabridenc, directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

**VU** l'arrêté n° 2-DDPP-25 du 10 janvier 2025 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

**VU** l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2009/0442 du 20 août 2009 modifié réglementant l'exploitation par la société Ugitech, dont le siège social est situé avenue Paul Girod 73400 Ugine, d'un atelier de traitement de surface au 5 rue Jules Ferry 42100 Saint-Étienne ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°261-DDPP-15 du 9 juin 2015 modifiant certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n°2009/0442 du 20 août 2009 sus-visé ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du 20 février 2025 suite à la visite d'inspection réalisée sur site le 19 février 2025 ;

**VU** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier recommandé 25 février 2025 ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du projet d'arrêté susvisé ;

**CONSIDÉRANT** l'incident du 6 février 2025 ayant entraîné des effets hors du périmètre ICPE ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à la société UGITECH afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement conformément aux dispositions des articles L. 181-14 et R. 181-45 du Code de l'environnement ;

**SUR PROPOSITION** du chef de l'unité interdépartementale 42-43 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

**ARRETE**

---

## TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

---

### CHAPITRE 1.1 : BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

#### Article 1.1.1. : Exploitant titulaire de l'autorisation

La société Ugitech dont le siège social est situé avenue Paul Girod, 73400 Ugine, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté préfectoral pour les installations qu'elle exploite au 5 rue Jules Ferry 42100 Saint-Étienne.

#### Article 1.1.2. : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions du présent arrêté complètent les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2009/0442 du 20 août 2009.

---

## TITRE 2 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

---

### CHAPITRE 2.1 : CONDITIONS DE REJET

*Les dispositions du chapitre 3.2 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2009 sont renforcées par les dispositions de l'article 2.1.1 suivant :*

#### Article 2.1.1. : Dispositif de traitement des effluents atmosphériques

Un dispositif de traitement de type dévésiculeur (ou tout autre dispositif permettant de respecter les valeurs limites d'émission imposées) est mis en place afin de traiter les vapeurs émises par les bains de traitement de surface avant rejet à l'atmosphère.

L'exploitant met en place des dispositifs techniques permettant d'assurer un suivi des paramètres représentatifs du bon fonctionnement du dispositif de traitement (par exemple : capteurs de niveaux permettant de surveiller la présence de liquide nécessaire en fond de dévésiculeur).

L'exploitant établit sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations.

En cas d'anomalie dans le fonctionnement susceptible d'entraîner un rejet non conforme aux valeurs limites d'émission applicables, ces dispositifs techniques déclenchent sans délai une alarme et stoppent les rejets des vapeurs des bains de traitement. Une procédure définit les conditions de mises à l'arrêt des installations de traitement de surface, afin de limiter les émissions diffuses des vapeurs de bains (suite à l'arrêt des rejets) et de mettre en sécurité le personnel présent dans les ateliers.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents permettant de justifier du respect des prescriptions du présent article, notamment :

- les procédures de vérification périodiques des dispositifs techniques,
- les procédures à mettre en œuvre en cas de déclenchement d'une alarme,
- les actions de maintenance préventive ou corrective sur ces dispositifs techniques.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif technique ou élément entraînant une modification des performances, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie au préalable l'efficacité et la disponibilité.

Par ailleurs, toute intervention sur des matériels constituant tout ou partie d'une mesure visée au présent article est suivie d'essais fonctionnels systématiques.

Les anomalies et les défaillances sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue. Elles doivent :

- être signalées et enregistrées,
- être hiérarchisées et analysées,
- donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée.

La traçabilité des différentes indisponibilités, vérifications, tests, contrôles et autres opérations visées ci-dessus est assurée en permanence. L'exploitant tient ces restitutions à la disposition de l'inspection des installations classées.

---

### TITRE 3 - EXÉCUTION

---

#### Article 3.1.1. : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratifs ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (M. le préfet de la Loire – Direction départementale de la Protection des Populations – 10 rue Claudius Buard 42014 Saint-Etienne Cedex 2) et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation ou d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

### Article 3.1.2. : Publicité

Conformément aux dispositions du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Étienne et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Saint-Étienne pendant une durée minimale d'un mois.

Le maire de Saint-Étienne fera connaître par procès-verbal, adressé à la Direction départementale de la protection des populations, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

### Article 3.1.3. : Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture, le directeur départemental de la protection des populations de la Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de Saint-Étienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'exploitant.

Saint-Étienne, le 17 MARS 2025

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Directeur Départemental  
de la Protection des Populations

  
Pierre CABRIDENC

#### Copie :

- Société UGITECH  
5 rue Jules Ferry  
42100 SAINT-ETIENNE

- DREAL 42

- Mairie de Saint-Étienne

- Archives